

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Walter, Hansjörg (svp/udc, TG) NR/CN, Schweizer Bauernverband (SBV)
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Benteli, Marianne
Burgos, Elie
Bühlmann, Marc
Hirter, Hans
Künzler, Johanna
Schnyder, Sébastien

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Benteli, Marianne; Burgos, Elie; Bühlmann, Marc; Hirter, Hans; Künzler, Johanna; Schnyder, Sébastien 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Schweizer Bauernverband (SBV), 2000 - 2012*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Landwirtschaft	1
Agrarpolitik	1
Internationale Landwirtschaftspolitik	2
Bildung, Kultur und Medien	2
Bildung und Forschung	2
Forschung	2
<hr/>	
Parteien, Verbände und Interessengruppen	2
Verbände	2
Landwirtschaft	3

Abkürzungsverzeichnis

WTO	Welthandelsorganisation
BLW	Bundesamt für Landwirtschaft
EU	Europäische Union
VKMB	Kleinbauern-Vereinigung
SBV	Schweizerischer Bauernverband

OMC	Organisation mondiale du commerce
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
UE	Union européenne
VKMB	Association des petits-paysans
USP	Union Suisse des Paysans

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Landwirtschaft

Agrarpolitik

Manfred Bötsch a succédé à Hans Burger à la tête de l'OFAG. Sous-directeur de cet office depuis 1997, Thurgovien et membre de l'UDC, il a vu sa candidature fortement soutenue par Pascal Couchepin et sa nomination n'a pas constitué une grande surprise dans les milieux agricoles. L'UDC a réalisé un doublé de poids : le Thurgovien **Hansjörg Walter** a pris la place de Marcel Sandoz (prd, VD), après huit années à la présidence de l'USP. Le paysan bio zougais Peter Hegglin a été réélu à la vice-présidence, poste qu'il partagera avec John Dupraz, agriculteur à Genève et parlementaire radical.¹

ANDERES
DATUM: 17.11.2000
FRANÇOIS BARRAS

Au mois de février, le Conseil fédéral a présenté son **message relatif à la modification de la loi sur l'agriculture**. Ce message intervient dans le cadre des négociations entamées fin 2008 avec l'UE au sujet d'un accord de libre-échange agroalimentaire (ALEA) et dans le domaine de la santé publique. Dans la perspective d'un tel accord et d'un éventuel aboutissement du cycle de Doha de l'OMC, il est prévu de constituer le plus tôt possible une **réserve inscrite au bilan du Compte d'Etat, destinée au financement de mesures d'accompagnement** (financement spécial). Le message propose d'affecter les recettes douanières provenant des produits agricoles et des denrées alimentaires importés au financement de mesures d'accompagnement, dont l'affectation – limitée à huit ans – doit intervenir en 2009 déjà et se prolonger jusqu'à la mise en oeuvre de l'ALEA et/ou d'un accord à l'OMC.

Au Conseil national, une faible majorité de la commission – composée en grande majorité de députés UDC et de la gauche – a proposé de ne pas entrer en matière sur le projet. L'UDC, estimait qu'en l'acceptant, le parlement se serait déjà engagé sur la voie de la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'UE. De son côté, le groupe socialiste refusait majoritairement de signer un chèque en blanc en acceptant l'inscription de cette réserve au bilan sans avoir d'informations précises sur l'accord lui-même et sur ses mesures d'accompagnement. A l'opposé, une forte minorité de la commission a plaidé pour l'entrée en matière, en faisant valoir que l'approbation de cette réserve ne reviendrait pas à dire oui à l'accord lui-même. Selon son rapporteur, Markus Zemp (pdc, AG), cette réserve ne représenterait qu'une précaution prise pour parer au pire. Le président de l'USP, Hansjörg Walter (udc, TG), qui s'était prononcé en commission en faveur de l'entrée en matière, contrairement à son groupe, a proposé d'entrer en matière, puis de renvoyer le projet au Conseil fédéral avec mandat de préciser les mesures d'accompagnement prévues. Enfin, le groupe des Verts préconisait, quant à lui, dans l'hypothèse où l'entrée en matière serait votée, le renvoi du projet au Conseil fédéral, en chargeant ce dernier de soumettre aux chambres un message qui garantisse le financement d'une stratégie visant à la création de valeur ajoutée en cas de conclusion d'un accord de libre-échange agricole avec l'UE ou d'aboutissement du cycle de Doha à l'OMC. Suite à un long débat opposant dans les grandes lignes partisans et les adversaires du libre-échange agricole, le Conseil national a finalement refusé, par 111 voix contre 60, d'entrer en matière sur ce projet.

Au Conseil des Etats, la commission a proposé d'entrer en matière sur le projet. Au nom de celle-ci, Simonetta Sommaruga (ps, BE) a signalé que, depuis la décision de non-entrée en matière prise au Conseil national, plusieurs objections n'avaient plus lieu d'être, certains points avaient été réglés entre-temps, et que les rapports des groupes de travail sur les mesures d'accompagnement étaient désormais disponibles. Sur cette base, les députés ont voté l'entrée en matière à l'unanimité. Lors de la discussion par article, les députés ont rejeté une proposition Savary (ps, VD), qui visait à préciser dans le texte de loi que les réserves au bilan seraient utilisées pour financer les mesures d'accompagnement destinées à l'agriculture, ainsi qu'aux entreprises de premier échelon de la transformation utilisant à titre prépondérant des matières premières suisses. Au vote sur l'ensemble, les députés ont adopté le projet modifié par 28 voix contre 4.²

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 24.09.2009
ELIE BURGOS

ANDERES
DATUM: 05.01.2011
SÉBASTIEN SCHNYDER

En début d'année, l'Union suisse des paysans (USP) a considéré que la **souveraineté alimentaire helvétique** est mise sous pression par la disparition d'un mètre carré par seconde de terres cultivées, par l'augmentation de la population, par l'importation des intrants nécessaires à l'agriculture et par la finitude des ressources naturelles comme l'eau. Le président, Hansjörg Walter (udc, TG), estime essentiel que le taux d'autoapprovisionnement d'un peu moins de 60% soit maintenu afin de garder le contrôle sur la qualité de l'alimentation de la population et sur l'indépendance alimentaire helvétique. L'USP a finalement souligné que la signature d'un accord de libre-échange agricole avec l'UE oriente la production suisse vers quelques rares aliments ayant un avantage comparatif, met en péril les exploitations agricoles et supprime l'indépendance alimentaire.³

Internationale Landwirtschaftspolitik

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 02.08.2004
ELIE BURGOS

Le 1er août pourtant, **la Suisse a accepté le compromis élaboré lors de la Conférence de Genève** (Cet accord donne un cadre aux discussions qui vont se poursuivre jusqu'à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong en décembre 2005). La Suisse devra finalement abaisser ses tarifs douaniers, mais gardera la possibilité de déterminer quels produits « sensibles » méritent une protection accrue. Le conseiller fédéral Joseph Deiss, responsable du dossier au gouvernement, a estimé que le texte adopté répondait aux intérêts de la Suisse. Selon lui, la Suisse savait qu'elle devrait céder du terrain sur l'agriculture, mais l'a fait dans une mesure compatible avec le rythme de réforme agricole. Quant à l'USP, elle a dénoncé cet accord par la voix de son vice-président, le conseiller national genevois John Dupraz (rad), qui le considère comme un « diktat des cinq grands exportateurs agricoles ». Le président de l'USP, le conseiller national UDC Hansjörg Walter (TG) a, de son côté, tempéré la situation. Il a déclaré que l'accord en question était très ouvert et que la Suisse pouvait poursuivre sa politique agricole, tout en soulignant que cela ne signifiait pas la « fin de l'alerte ». Fervente partisane de l'accord depuis le départ, economiesuisse a de son côté salué celui-ci.⁴

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Forschung

POSITIONSPAPIER UND PAROLEN
DATUM: 16.10.2002
MARIANNE BENTELI

Nach der Ablehnung des Moratoriums plädierten Bauern, Verarbeiter, Grossverteiler und die Stiftung für Konsumentenschutz in einer gemeinsamen Stellungnahme für einen **freiwilligen Verzicht auf GVO-Produkte**. Der Präsident des Schweizerischen Bauernverbandes (SBV), Hansjörg Walter (svp, TG), der sich im Nationalrat der Stimme enthalten hatte, erklärte dazu, das Vertrauen der Konsumentinnen und Konsumenten sei das wichtigste Kapital für die Land- und Ernährungswirtschaft. Darum müssten die Schweizer Bauern unbedingt auf die Qualitätsstrategie setzen, die zurzeit nicht mit Gentechnologie vereinbar sei.⁵

Parteien, Verbände und Interessengruppen

Verbände

Landwirtschaft

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 17.11.2010
HANS HIRTER

Nach acht Jahren Amtszeit trat der freisinnige Waadtländer Nationalrat Marcel Sandoz als **Präsident des SBV** zurück. Als Nachfolger wurde der seit 1999 dem Nationalrat angehörende Thurgauer **Hansjörg Walter** (svp) gewählt. Gegenkandidaten gab es keine. Da die Statuten der französischsprachigen Schweiz eine Vertretung im dreiköpfigen Präsidium garantieren – in dem ususgemäss zudem auch alle drei bürgerlichen Bundesratsparteien vertreten sind –, trat der Berner SVP-Vertreter Abraham Oehrli zurück und wurde durch den freisinnigen Genfer Nationalrat John Dupraz ersetzt. Zu einer personellen Veränderung kam es auch bei der Vereinigung zum Schutz der kleinen und mittleren Bauern (**VKMB**), welche im Berichtsjahr ihr zwanzigjähriges Bestehen feiern konnte. Nationalrat Ruedi Baumann (BE, gp) trat nach zwölf Jahren Amtszeit als Co-Präsident zurück. Er versicherte, dass er sich als Parlamentarier und als Präsident der Grünen Partei weiterhin für die Anliegen der VKMB einsetzen werde.⁶

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 08.10.2012
MARC BÜHLMANN

Der **Schweizerische Bauernverband (SBV)** setzte sich bei der **Swissness**-Vorlage dezidiert dafür ein, dass Produkte, die mit einem Schweizer Kreuz versehen sind, aus Rohstoffen bestehen müssen, die mindestens zu 80% im Inland produziert werden. Auch an der Delegiertenversammlung im November des Berichtjahres wies SBV-Präsident Hansjörg Walter darauf hin, dass die hohen Lebensmittelpreise in der Schweiz durch die hochstehende Qualität der einheimischen Agrarproduktion gerechtfertigt seien. Ein genügendes Angebot an hochwertigen regionalen Produkten würde zudem unsinnige Transporte verhindern.⁷

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 22.11.2012
JOHANNA KÜNZLER

Beim **Schweizerischen Bauernverband (SBV)** wurde im Berichtsjahr das Präsidium vakant. Entsprechend der Attraktivität dieser Stellung – der SBV ist einer der einflussreichsten Verbände des Landes, sein Präsident wird für ein 60%-Pensum im oberen fünfstelligen Bereich entlohnt – war der Posten schwer umkämpft. Vier Kandidaten stellten sich zur Wahl, darunter die zwei damaligen Vizepräsidenten Fritz Glauser (fdp) und Josef Dissler (cvp) sowie die beiden Nationalräte Andreas Aebi (svp, BE) und Markus Ritter (cvp, SG). Relativ früh zeichnete sich ab, dass die End-Ausmarchung zwischen den beiden Nationalräten stattfinden würde: zwar erfüllten alle Kandidaten das grundsätzliche Anforderungsprofil, jedoch wurden Verbindungen zum nationalen Parlament als grosser Vorteil betrachtet. Aebi und Ritter benutzten denn auch die nationalrätliche Debatte zur Agrarpolitik 2014–2017, um sich zusätzlich zu profilieren. Bis zur Wahl am 21. November waren sich Experten uneinig, wer das Rennen machen würde: Inhaltlich unterschieden sich die Anwärter kaum, sie hatten sich beide im Vorfeld auf der Linie des SBV positioniert und plädierten für eine stärkere Förderung der produzierenden Landwirtschaft. Aebis Parteimitgliedschaft wurde ihm als Handicap ausgelegt: Beim SBV wurden bisher nach einer ungeschriebenen Regel die Präsidenten immer im Rotationsprinzip gewählt, und nachdem die SVP während der letzten 12 Jahre den Präsidenten gestellt hatte, wäre nun die CVP an der Reihe gewesen. Ritter hingegen hatte den Nachteil, dass mit dem abtretenden Präsidenten Hansjörg Walter (svp, TG) bereits ein Ostschweizer an der Spitze des Verbandes gestanden hatte und nun andere Regionen auf ihren Anspruch pochten. Im vierten Wahlgang wählten schliesslich 245 Delegierte Ritter, Aebi schaffte es auf 210 Stimmen. Damit wurde zum ersten Mal in der Geschichte des SBV ein Biobauer zum Präsidenten gewählt. Die Medien schätzten Ritter als ehrgeizigen und ausdauernden Schaffer ein. Er teilte mit, dass er sich in seinem Präsidium für die Einkommenssicherung der Bauern, für eine Feinjustierung der neuen Agrarpolitik zugunsten der Bauern, für eine glaubwürdige Swissness und für den Schutz des Kulturlandes einsetzen werde.⁸

1) 24h, 27.1.00 (OFAG); LT, 15.8 et 17.11.00 (UPS).

2) FF, 2009, p. 1109 ss.; BO CN, 2009, p. 833 s.; BO CE, 2009, p. 978 ss

3) Presse du 5.1.11

4) LT, 2.8.04 (Deiss et economiesuisse); QJ, 2.8.04 (USP).

5) Presse vom 16.10.02.

6) AZ, 15.8.00; NZZ, 17.11.00 (Wahl). Zu Walter siehe auch SGT, 24.8.00 und NZZ, 15.11.00.9; TA, 21.6.00. Zur Gründung der VKMB siehe SPJ 1980, S. 200.10

7) Medienmitteilung vom 8.10.10.

8) NZZ, 24.2. und 19.9.12; NLZ, 24.5.12; SGT, 16.6.12; BaZ, 21.11.12; Presse vom 22.11.12.